L'anniversaire de l'événement syndical

Autor(en): **Gavillet, André**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **38 (2001)**

Heft 1471

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1010499

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'anniversaire de *L'Evénement syndical*

Il y a trois ans, déjà, qu'était lancé un nouvel hebdomadaire syndical. L'événement alors n'était pas la création d'un produit totalement nouveau, mais la fusion du journal du SIB et de celui de la FTMH. Ces deux syndicats ont une histoire de lutte ouvrière différente, une implantation géographique qui ne se recoupe pas, des succès et des conventions collectives adaptées à leurs conditions propres. Chacun avait son journal. L'événement était donc dans la fusion (prudente au départ puisqu'il y avait deux éditions), dans ce lancement d'une maison commune. La première pierre de ce projet que *Domaine Public* avait toujours, dès les années soixante, appelé de ses vœux.

Après trois ans, quel premier bilan?

L'institut erasm, à la demande du journal, a procédé à un sondage auprès de quelque 500 personnes recevant le journal. Le taux de lecture est jugé satisfaisant: 54%, mais lire est pris dans un sens extensif, c'est-à-dire avoir lu ou feuilleté au moins un numéro. Il faut en effet tenir compte de la diversité des langues et des habitudes culturelles d'une grande partie de ce lectorat potentiel. Les rédacteurs en sont conscients: le journal, qui n'est pas gratuit, mais payé par les cotisations, est le lien hebdomadaire qui confirme l'existence du syndicat. Mais comment, en ne perdant jamais de vue ce public premier, devenir un hebdomadaire de plus large audience, capable d'apporter une contribution de poids à la formation de l'opinion publique?

D'abord, malgré les résistances, travailler à l'élargissement du journal. Maintenant qu'ils sont «défonctionnarisés», il n'y a pas de raison que les syndicats des cheminots, de La Poste et de la télécommunication ne rejoignent pas la «maison commune». Ce regroupement permettrait de faire un saut dans la professionnalisation du journal, d'assurer une illustration photographique originale; ainsi s'ouvrirait peut-être l'opportunité d'un apport publicitaire.

Beaucoup semblent craindre qu'à trop élargir, le syndiqué de base ne retrouve plus ses problèmes à lui et se sente délaissé.

A nos yeux, cette crainte, que ne partage pas l'équipe rédactionnelle, est une erreur d'appréciation. Chacun s'intéresse aux métiers, aux difficultés, aux succès des autres sur le terrain. Dans *L'Evénement syndical* tel qu'il se présente aujourd'hui, ce qui m'intéresse c'est de découvrir la réalité des relations de travail chez les carrossiers ou à la fonderie de Moudon. En parler, ce n'est pas faire de l'ouvriérisme, mais révéler, désocculter le monde du travail. Il ne se limite d'ailleurs pas aux conflits et aux insuffisantes conditions, il y a aussi des réussites, la participation à de petites ou de grandes réalisations qui marquent la vie du pays.

Témoignages du monde réel

Cette référence élargie au monde du travail est d'autant plus nécessaire que se développe un monde non pas virtuel, mais à la fois bien réel et sans rapport avec la réalité de la majorité des travailleurs. Le système des bonus que s'octroie par exemple l'encadrement bancaire, par millions et par individu, est complètement déconnecté de la réalité vécue par celles et ceux qui travaillent sur les chantiers, à l'établi, au bureau, aux postes de vente. Le rôle d'un hebdomadaire syndical est d'être ce rappel à l'ordre, d'assurer la présence du monde réel.

Donc l'ambition d'un hebdo élargi, maison commune syndicale pas seulement à deux, mais à quatre, cinq pièces, n'a pas baissé d'un cran. Ce sont nos vœux d'anniversaire. *ag*

Mémoire de Paris: La Commune

Les socialistes français ont-ils une sensibilité historique? En 1989, sous la présidence de François Mitterand, le centenaire de la IIe Internationale, créée à Paris, n'avait pas été évoqué; l'anniversaire étant étouffé par le bicentenaire de la Révolution. En 2001, Paris, pour la première fois dans son histoire, s'est donné une majorité socialiste et de gauche plurielle. C'était le 18 mars. Or, c'est le 18 mars 1871 que fut proclamée la Commune de Paris (qui valut à Paris, par méfiance ultérieure du pouvoir, son statut si particulier). Un de nos lecteurs, André Sandoz de La Chaux-de-Fonds, a été sensible à cette coïncidence des dates.

«C'était aussi un 18 mars. Celui d'il y a cent-trente ans: premier des septante-trois jours nés de cette tragique et folle, mais aussi héroïque et grandiose aventure, dont le peuple de Paris fut le prestigieux acteur et dont l'histoire universelle perpétue le souvenir sous le nom de Commune de Paris de 1871.

Impossible de refaire l'histoire d'un pareil événement, mais il est peut-être utile de rappeler qu'un matin du 18 mars, épuisé par la longueur du siège que lui fait subir l'armée prussienne, écœuré de la légèreté du gouvernement impérial qui conduit la France à la défaite militaire puis à la capitulation, le peuple de Paris est en révolte. Pour la première fois, le mouvement ouvrier, en train de s'organiser en tant que tel, qui a créé des associations professionnelles, des institutions d'entraide mutuelles, des sections aussi de la toute jeune Association internationale des travailleurs née en 1864, se sent la volonté et se croit en mesure de transformer la révolte en révolution.» ■